

DELIBERATION DU BUREAU SYNDICAL

S I E D 70

**Syndicat intercommunal d'énergie
du département de la Haute-Saône**

SEANCE DU 29 JUIN 2020

Nombre de membres afférents au Bureau syndical : 18

Nombre de membres en exercice : 18

Dates de convocation et d'affichage : 11 juin 2020

PRESENTS : (12 membres)

Madame Viviane CARSANA, Messieurs Jacques ABRY, Robert BOURQUIN, Raymond BILQUEZ, Jean-Marc JAVAUX, Pascal GAVAZZI, Joël DAVAL, Jacques THEULIN, Christian TERRASSON, Jean-Michel ADREY, Denis DUMAIN et Daniel NOURRY.

ABSENT EXCUSE : (3 membres)

Monsieur Jean-Pierre FOUQUET ayant donné pouvoir à Monsieur Jacques ABRY, Président, Messieurs Gilles MARTINET et, Nicolas EMONIN

VOTE :

Votants : 13 ; pour : 13 contre : 0 ; abstention ou nul : 0

SECRETAIRE DE SEANCE : Monsieur Joël DAVAL

DELIBERATION N°10

Objet : Mise en place du RIFSEEP pour les Techniciens et Ingénieurs

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19,

Vu l'article 1er II de l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, et notamment son article 20,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment son article 88,

Vu la loi n°2010-751 du 5 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique ;

Vu la loi n°84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat;

Vu le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

REÇU EN PREFECTURE

08/07/2020

Application agréée E-legalite.com

99_DE-070-257004366-20200629-DEL IBBUR290

Vu le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création du RIFSEEP dans la Fonction Publique d'Etat ;

Vu le décret n°2015-661 modifiant le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n°2010-997 du 26 août 2010 relatif au maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés ;

Vu l'arrêté du 7 novembre 2017 pris pour l'application au corps des contrôleurs des services techniques du ministère de l'intérieur des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 26 décembre 2017 pris pour l'application au corps des ingénieurs des services techniques du ministère de l'intérieur des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 2020-182 du 27 février 2020 relatif au régime indemnitaire des agents de la fonction publique territoriale ;

Vu la circulaire NOR RDFF1427139C du ministère de la décentralisation et de la fonction publique et du secrétaire d'Etat chargé du budget du 5 décembre 2014 ;

Vu l'avis du Comité technique du 30 juin 2020 ayant été sollicité,

Vu la délibération n°3 du 6 septembre 2017 instaurant le RIFSEEP pour les agents de la filière administrative du syndicat

Vu la délibération n°6 du 20 novembre 2017 instaurant le RIFSEEP pour les agents techniques territoriaux du syndicat

Considérant que le nouveau régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) mis en place pour la fonction publique de l'Etat est transposable à la fonction publique territoriale.

Considérant que le RIFSEEP a vocation à devenir le régime indemnitaire de référence pour tous les cadres d'emploi de la fonction publique, et ce, de manière exclusive par substitution à la grande majorité des primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir des agents exerçant dans la fonction publique.

Considérant qu'au titre de l'égalité entre les agents territoriaux, le RIFSEEP appliqué aux techniciens et ingénieurs territoriaux doit respecter les dispositions suivantes :

Considérant que les crédits nécessaires ont été prévus au budget du Syndicat

I - Les principes statutaires du nouveau régime indemnitaire :

- **Egalité :**
 - ♦ Application des mêmes règles pour les agents placés dans une situation équivalente.
- **Le régime indemnitaire se compose de deux parties :**
 - ♦ Une indemnité liée aux fonctions, aux sujétions et à l'expertise (IFSE) ;
 - ♦ Un complément indemnitaire annuel tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir (CIA). Ce complément est facultatif et peut varier d'une année sur l'autre.
- **Finalités :**
 - ♦ Prendre en compte la place des agents dans l'organigramme de la collectivité et reconnaître les spécificités de certains postes ;
 - ♦ Susciter l'engagement et valoriser l'expérience professionnelle des agents ;
 - ♦ Donner une lisibilité et davantage de transparence ;
 - ♦ Renforcer l'attractivité de la collectivité ;
 - ♦ Fidéliser les agents ;
 - ♦ Favoriser une équité de rémunération entre filières.

II - Bénéficiaires :

- Agents titulaires et stagiaires à temps complet, temps non complet, temps partiel
- Agents contractuels de droit public à temps complet, à temps non complet et à temps partiel, présents depuis plus de 6 mois dans l'Etablissement, et qui bénéficieront du RIFSEEP correspondant au groupe de fonctions afférent à leur emploi.

Les agents de droit privé ne sont pas concernés par le régime indemnitaire.

III - L'IFSE (Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise) :

Cette indemnité est liée au poste de l'agent et à son expérience professionnelle.

La part fonctionnelle peut varier selon le niveau de responsabilités, le niveau d'expertise ou les sujétions auxquelles les agents sont confrontés dans l'exercice de leurs missions.

Le montant individuel dépend du rattachement de l'emploi occupé par un agent à l'un des groupes fonctionnels définis ci-dessous.

Pour les catégories B :

Cadre d'emplois des techniciens territoriaux

(Par référence à l'arrêté du 7 novembre 2017 pris pour l'application du décret n° 2014-513 aux corps des contrôleurs des services techniques du ministère de l'intérieur dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les techniciens territoriaux).

Le cadre d'emploi des techniciens territoriaux est réparti en 3 groupes de fonction auxquels correspondent les montants plafonds et planchers suivants :

GROUPES	FONCTIONS/ POSTES DANS LA COLLECTIVITE	Montants annuels maxima de l'IFSE	Montants annuels minima de l'IFSE
Groupe 1	Responsable de service	17 480 €	1 550 €
Groupe 2	Chargé de secteur confirmé, CEP confirmé	16 015 €	1 450 €
Groupe 3	Chargé de secteur débutant, CEP débutant,	14 650 €	1 350 €

REÇU EN PREFECTURE

le 08/07/2020

Application agréée E-legalite.com

99_DE-070-257004366-20200629-DEL IBBUR290

Pour les catégories A :

Cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux

(Par référence à l'arrêté du 26 décembre 2017 pris pour l'application du décret n° 2014-513 au corps des ingénieurs des services techniques du ministère de l'intérieur dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les ingénieurs territoriaux).

Le cadre d'emploi des ingénieurs territoriaux est réparti en 3 groupes de fonction auxquels correspondent les montants plafonds suivants :

GROUPE	FONCTIONS/ POSTES DANS LA COLLECTIVITE	Montants annuels maxima de l'IFSE	Montants annuels minima de l'IFSE
Groupe 1	Directeur général des services	36 210 €	2 900 €
Groupe 2	Responsable de service avec encadrement	32 130 €	2 500 €
Groupe 3	Responsable de service sans encadrement, chargé de mission	25 500 €	1 750 €

Le montant annuel de l'IFSE est décidé par arrêté de l'autorité territoriale, en application des critères et indicateurs suivants, dans la limite du plafond annuel maximal fixé pour le groupe de fonctions correspondant :

Critères professionnels	Indicateurs
N° 1 – Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception	Responsabilité d'encadrement direct et niveau d'encadrement dans la hiérarchie (distribution et supervision des tâches confiée, gestion des entretiens d'évaluation) Responsabilité de coordination responsabilité de projet ou d'opération : _ au niveau financier : montage de budget, débat d'orientation budgétaire, compte administratif, budget supplémentaire) _ au niveau des subventions : élaboration de dossiers de demandes de subvention, suivi de ces demandes _ élaboration et suivi des bureaux et comités syndicaux : rapports, délibérations _ sur les projets techniques : envoi et suivi des déclarations de travaux, des AVP, gestion administrative des travaux, des commandes de matériel
N° 2 – Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaires à l'exercice des fonctions	Connaissances (de niveau élémentaire à expertise) : marchés publics, procédures DT-DICT, techniques de travaux Complexité, simultanéité des tâches et des missions Niveau de qualification dans la maîtrise des logiciels utilisés, Autonomie, initiative, Diversité des tâches, des dossiers ou projets, des compétences à mettre en œuvre Formations suivies et mises en œuvre.
N° 3 – Sujétions particulières ou degré d'expositions au poste au regard de l'environnement professionnel	Responsabilité technique et financière, Vigilance, risque d'accident Déplacements, disponibilité Confidentialité, Relations internes (avec les autres agents de l'Etablissement) et relations externes (avec les élus, le public, les partenaires) Respect des échéances, des délais.

Ces montants plafonds maxima évolueront selon les mêmes conditions que les montants applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

Ce montant fera l'objet d'un réexamen par l'autorité territoriale :

- en cas de changement de fonctions ou d'emploi ;
- en cas de changement de grade ou de cadre d'emplois à la suite d'une promotion, d'un avancement de grade ou de la nomination suite à la réussite d'un concours ;
- pour tenir compte de l'expérience professionnelle acquise par l'agent et notamment l'approfondissement de sa connaissance de l'environnement de travail et des procédures ; l'amélioration des savoirs techniques et de leur utilisation ; la gestion d'un évènement exceptionnel permettant de renforcer ses acquis ;
- au moins tous les 3 ans en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience acquise par l'agent.

L'IFSE sera versée mensuellement sur la base d'un douzième du montant annuel individuel attribué et sera proratisé au temps de travail.

Les montants sont établis pour un agent exerçant à temps complet. Ils sont réduits au prorata de la durée effective du temps de travail pour les agents exerçant à temps partiel, ou occupés sur un emploi à temps non complet.

En cas de congé de maladie ordinaire, y compris accident de service : l'I.F.S.E. suivra le sort du traitement.

Pendant les congés annuels et les congés pour maternité, de paternité et d'accueil de l'enfant ou pour adoption ou encore les autres congés décidés par la collectivité : l'I.F.S.E. sera versée intégralement.

En cas de congé de longue maladie, longue durée et grave maladie : l'I.F.S.E. ne sera pas versée.

Toutefois, lorsque l'agent est placé en congé de longue maladie, de grave maladie ou de longue durée à la suite d'une demande présentée au cours d'un congé antérieurement au titre de la maladie ordinaire, les primes et indemnités qui lui ont été versées durant son congé de maladie ordinaire lui demeurent acquises.

En cas de temps partiel thérapeutique, l'I.F.S.E. sera réduit au prorata de la durée effective du temps de travail

IV - Le CIA (Complément Indemnitaire Annuel tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir) :

Le montant du CIA sera déterminé chaque année par arrêté de l'autorité territoriale dans la limite du plafond annuel par groupe de fonctions, en prenant en compte la valeur professionnelle et de l'investissement de l'agent.

Pour les catégories B :

Cadre d'emplois des techniciens territoriaux

(Par référence à l'arrêté du 7 novembre 2017 pris pour l'application du décret n° 2014-513 aux corps des contrôleurs des services techniques du ministère de l'intérieur dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les techniciens territoriaux).

Compte tenu de l'organigramme du SIED70, le cadre d'emploi des techniciens territoriaux comprend 3 groupes de fonction auxquels correspondent les montants plafonds suivants :

GROUPE	FONCTIONS/ POSTES DANS LA COLLECTIVITE	Montants annuels maxima du CIA
Groupe 1	Responsable de service	2 380 €
Groupe 2	Chargé de secteur confirmé, CEP confirmé	2 185 €
Groupe 3	Chargé de secteur débutant, CEP débutant,	1 980 €



Cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux

(Par référence à l'arrêté du 26 décembre 2017 pris pour l'application du décret n° 2014-513 au corps des ingénieurs des services techniques du ministère de l'intérieur dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les ingénieurs territoriaux).

Compte tenu de l'organigramme du SIED70, le cadre d'emploi des ingénieurs territoriaux comprend 3 groupes de fonction auxquels correspondent les montants plafonds suivants :

GROUPE	FONCTIONS/ POSTES DANS LA COLLECTIVITE	Montants annuels maxima du CIA
Groupe 1	Directeur général des services	6 390 €
Groupe 2	Responsable de service avec encadrement	5 670 €
Groupe 3	Responsable de service sans encadrement, chargé de mission	4 500 €

Le montant versé n'est pas automatiquement reconductible d'une année sur l'autre.

Le montant attribué pourra être compris en 0 et 100 % du plafond fixé pour le groupe de fonctions correspondant.

Ce pourcentage est apprécié à partir des résultats de l'évaluation professionnelle selon les critères suivants :

- résultats professionnels obtenus et tenue des objectifs,
- compétences professionnelles et techniques,
- qualités relationnelles,
- capacités d'encadrement ou capacité à exercer des fonctions d'un niveau supérieur.

La circulaire préconise que le montant maximal versé n'excède pas :

- 15 % du plafond global du RIFSEEP pour les corps et les emplois fonctionnels relevant de la catégorie A ;
- 12 % du plafond global du RIFSEEP pour les corps et les emplois fonctionnels relevant de la catégorie B ;
- 10 % du plafond global du RIFSEEP pour les corps et les emplois fonctionnels relevant de la catégorie C.

Le CIA est fixé à l'issue des entretiens professionnels de l'année n-1 et sera versé mensuellement par douzième (Exceptionnellement, en 2020, compte tenu d'une mise en place au 1er juillet 2020, le montant de l'IFSE sera versé sur la base d'un sixième du montant annuel).

Les agents titulaires nouvellement recrutés bénéficient immédiatement de ces dispositions, calculées sur la base de leur régime précédent, en attendant leur premier entretien professionnel au syndicat. Les agents contractuels et stagiaires nouvellement recrutés pourront bénéficier de ces dispositions après 6 mois de présence dans l'établissement, après un entretien d'évaluation réalisé à l'issue de cette période.

En cas de congé de maladie ordinaire, y compris accident de service : le C.I.A. suivra le sort du traitement.

Pendant les congés annuels et les congés pour maternité, de paternité et d'accueil de l'enfant ou pour adoption ou encore les autres congés décidés par la collectivité : le CIA. sera versé intégralement.

En cas de temps partiel thérapeutique, le CIA sera versé intégralement.

En cas de congé de longue maladie, longue durée et grave maladie

Toutefois, lorsque l'agent est placé en congé de longue maladie, de grave maladie ou de longue durée à la suite d'une demande présentée au cours d'un congé antérieurement au titre de la maladie ordinaire, les primes et indemnités qui lui ont été versées durant son congé de maladie ordinaire lui demeurent acquises.

V - La transition entre l'ancien et le nouveau régime indemnitaire :

Selon l'article 5 du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 : « l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise et le complément indemnitaire annuel sont exclusifs de toutes autres primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir, à l'exception de celles énumérées par arrêté du ministre chargé de la fonction publique et du ministre chargé du budget ».

Ainsi, l'IFSE est non cumulable avec les primes et indemnités de même nature et notamment :

- L'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (IFTS),
- L'indemnité d'administration et de technicité (IAT),
- L'indemnité d'exercice de mission des préfetures (IEMP).

Les dispositions relatives à ces indemnités ne seront donc plus applicables au sein du SIED70 pour les agents concernés.

En revanche, le RIFSEEP est cumulable avec :

- La prime de responsabilité des emplois administratifs de direction,
- L'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (frais de déplacement, etc.),
- Les dispositifs compensant les pertes de pouvoir d'achat (GIPA, etc.),
- Les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (heures supplémentaires, astreintes ...).

A l'occasion du passage au RIFSEEP, le montant du niveau indemnitaire sera maintenu, au bénéfice des agents de l'Etablissement.

Le Bureau syndical, entendu cet exposé et après en avoir délibéré :

- 1) **DECIDE** d'instaurer, à compter du 1^{er} juillet 2020, pour les techniciens et ingénieurs territoriaux :
 - ☐ l'IFSE dans les conditions et plafonds indiqués ci-dessus.
 - ☐ le Complément Indemnitaire Annuel dans les conditions et plafonds indiqués ci-dessus
- 2) **AUTORISE** Monsieur le Président à signer tout document se rapportant à cette dernière et à son adhésion

Pour extrait conforme,

Le Président,

Jacques ABRY



REÇU EN PREFECTURE

le 08/07/2020

Application agréée E-legalite.com

99_DE-070-257004366-20200629-DEL IBBUR290